

NOTRE POSITION VIS-A-VIS DE L'ADMINISTRATION

Célestin FREINET

Nous n'avons aucune raison d'être ni contre l'administration ni contre ses représentants. Lorsque ceux-ci reconnaissent l'utilité, la nécessité de nos efforts, le désintéressement et la sincérité de nos recherches, pourquoi ne joindrions-nous pas, sans réserve nos efforts aux leurs ? Il ne nous déplaît nullement de voir telles de nos initiatives soutenues ou recommandées par les officiels, par les directeurs d'Ecole Normale et par les inspecteurs. Au contraire, pourquoi dans nos commissions de travail et dans notre Institut, les inspecteurs primaires notamment qui sont directement mêlés à toute notre activité, ne seraient-ils pas à côté de nous sans réserve ?

Seulement nous insistons sur l'esprit nouveau qui préside et présidera à cette « collaboration. ».

Le syndicalisme a libéré administrativement les instituteurs. Lorsque le secrétaire syndical s'en va à l'Académie remplir sa fonction de défense des intérêts des instituteurs, il n'a plus une position mineure. Il parle et il traite d'égal à égal avec les représentants de l'autorité, ce qui n'exclut pas forcément et le respect et la déférence. Quand nous discuterons, soit en classe, soit à la C.E.L. ou à l'Institut, nous serons, nous aussi, définitivement débarrassés de ce complexe d'infériorité qui a marqué la période aujourd'hui révolue de l'omnipotence de l'inspecteur. Nous discuterons d'égal à égal, chacun avec notre connaissance et nos expériences, les inspecteurs apportant les leurs, nous, faisant valoir sans cesse les droits définitifs de l'expérience, de la réalisation.

Il n'y a d'ailleurs pas deux façons de coopérer. Si des inspecteurs prétendent organiser un groupe d'étude ou même un groupe d'éducation nouvelle et si, dans ces groupes, ils restent des chefs qui, moralement tout au moins, imposent leurs points de vue, il n'y aura aucun travail effectif parce que sont réalisées seulement les conditions de l'ancienne école où le maître commande et fait appel en vain à l'initiative et à l'intérêt de ses élèves. C'est parce que cette libération effective n'est pas réalisée que les initiatives les plus hardies parfois de l'administration, ne parviennent pas à être un travail de masse. C'est parce que cette libération est réalisée chez nous, que les instituteurs, quels qu'ils soient, peuvent

librement s'exprimer, critiquer, désapprouver, suggérer, que nous avons afflux, croissance, enthousiasme et dévouement.

Alors, nous le disons franchement à MM. les inspecteurs qui se réclament de l'Education Nouvelle: nous ne travaillerons intimement avec vous que dans la mesure où vous aurez réalisé, dans vos rapports professionnels avec les instituteurs, cette même révolution pédagogique que nous avons réalisée dans nos classes, que si vous n'êtes plus les chefs autoritaires mais les collaborateurs, les aides, les guides; si vous ne venez pas seulement dans nos classes et dans nos réunions que pour nous critiquer, nous jauger et nous juger, mais pour nous aider techniquement à mieux faire comme nous en avons le désir.

... Il est anormal, illogique et irrationnel que l'Ecole Moderne s'édifie sans la participation totale et éclairée du corps des inspecteurs; comme il était anormal, illogique et irrationnel que, jusqu'à ce jour, inspecteurs et directeurs d'école aient le monopole effectif de l'orientation pédagogique. Les inspecteurs primaires et les directeurs d'école ont leur place éminente chez nous; leur absence serait un vide regrettable que nous avons intérêt à combler au plus tôt. Il y a du travail pour eux aussi: plus que pour d'autres encore, puisqu'ils ont une autre expérience et d'autres responsabilités. Nos revues leur sont ouvertes au même titre qu'elles le sont à tous les autres travailleurs. Ils participeront au travail de nos commissions; ils seront dans nos congrès — ils n'y seront pas les premiers d'ailleurs! — Ils n'y seront ni en sous-ordre, ni en chefs. Ils y prendront comme nous tous, la place que leur vaudront leur compétence, leur compréhension et leur dévouement.

C. FREINET

L'Educateur, 15 février 1946.